

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.068/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 21 janvier 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les procédures d'octroi de l'aide juridique et de l'assistance judiciaire", a donné le 21 février 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

I. Transposition de la directive 2003/8/CE ⁽¹⁾

1. L'article 21, paragraphe 1, alinéa 2, de la directive 2003/8/CE, précitée, prévoit :

"Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle."

Il convient dès lors de prévoir une référence à la directive dans un article 2 (nouveau).

2. La demande d'avis n'était pas accompagnée d'un tableau de correspondance entre les dispositions de la directive et celles de l'avant-projet. Un tel tableau est indispensable, afin que le Conseil d'État puisse examiner l'avant-projet et que les Chambres législatives puissent se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens que le Gouvernement leur propose de mettre en oeuvre et éviter que l'exercice d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnaît aux États membres .

⁽¹⁾ Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires (J.O.C.E., 31 janvier 2003, L 26/41 - Rectificatif de son intitulé : J.O.C.E., 7 février 2003, L 32/15). L'exposé des motifs de l'avant-projet doit être adapté en conséquence. Il convient en effet de viser la directive "2003/8/CE".

Il convient dès lors de joindre un tableau de correspondance à l'avant-projet lors de son dépôt au Parlement.

3. L'article 6, paragraphe 3, de la directive 2003/8/CE, précitée, prévoit qu'en statuant sur le bien-fondé d'une demande d'aide judiciaire, les États membres "tiennent compte de l'importance de l'affaire".

Ni les articles 508/5, § 2, et 508/13, alinéa 2, du Code judiciaire qui visent la notion de "ressources" dans le chef du demandeur en matière d'aide juridique, ni les articles 664, 669 et 674 du Code judiciaire, qui se réfèrent à la notion de "revenus" dans le cadre de l'assistance judiciaire, ni l'article 9 de la loi du 23 novembre 1998 relative à l'aide juridique qui habilite le Roi à fixer des conditions de "ressources", notamment en matière d'assistance judiciaire, ne font référence à la notion de "l'importance de l'affaire".

L'avant-projet doit dès lors être complété pour assurer la transposition correcte de l'article 6, paragraphe 3, de la directive, soit en intégrant cette notion dans la loi, soit en prévoyant une habilitation au Roi, Lui permettant de préciser cette notion.

4. L'article 7, c), de la directive 2003/8/CE, précitée, dispose que

"L'aide judiciaire accordée dans l'État du for inclut les frais ci-après directement liés au caractère transfrontalier du litige :

(...)

- c) les frais de déplacement que le demandeur doit exposer lorsque la loi ou le juge de cet État membre exige la présence physique à l'audience des personnes concernées par l'introduction de la demande et lorsque le juge décide que les personnes concernées ne peuvent être entendues à sa satisfaction par aucun moyen."

L'article 18 de l'avant-projet (alinéa 2, en projet, de l'article 692 du Code judiciaire) dispose que les frais de déplacement en vue de participer à l'audience de comparution seront avancés lorsque la loi ou le juge exige "la comparution personnelle d'un bénéficiaire de l'assistance judiciaire étranger qui n'a ni son domicile ni sa résidence habituelle en Belgique".

Tel qu'il est formulé, le texte en projet ne transpose pas correctement la directive. En effet, il exclut les Belges qui n'ont ni leur domicile ni leur résidence habituelle en Belgique.

En outre, ce texte introduit une discrimination entre ceux qui bénéficient du remboursement des frais de déplacement en raison du caractère transfrontalier du litige et ceux qui, ayant obtenu l'assistance judiciaire en Belgique, doivent exposer des frais de déplacement à l'intérieur du Royaume ⁽²⁾.

À défaut de pouvoir justifier cette différence de traitement au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, l'avant-projet doit également être adapté sur ce point.

5. L'article 9, paragraphe 2, de la directive 2003/8/CE, précitée, dispose :

"Un bénéficiaire qui a reçu une aide judiciaire dans l'État membre du for reçoit l'aide judiciaire prévue par la législation de l'Etat membre dans lequel la décision doit être reconnue, déclarée exécutoire ou exécutée."

Le Conseil d'État constate que cette disposition n'est pas transposée par l'avant-projet qui lui est soumis. Il convient de combler cette lacune dans le Code judiciaire, dans lequel sont expressément consacrées et définies les notions d'aide juridique et d'assistance judiciaire.

6. L'article 10 de la directive 2003/8/CE, précitée, dispose :

"Le bénéfice de l'aide judiciaire est également étendu aux procédures extrajudiciaires, dans les conditions définies par la présente directive, lorsque la loi fait obligation aux parties de recourir à celles-ci ou lorsque les parties en litige y sont renvoyées par le juge."

⁽²⁾ Dans l'état actuel de la législation, ce type de frais de déplacement n'entre pas dans le champ d'application de l'assistance judiciaire.

L'article 665 du Code judiciaire doit être complété pour y faire figurer toutes les procédures extrajudiciaire imposées par la loi ou le juge ⁽³⁾.

Une observation analogue vaut pour l'article 671 du Code judiciaire qui ne vise expressément que "les frais dans le cadre de la procédure de médiation en matière familiale".

7. L'article 11 de la directive 2003/8/CE, précitée, dispose :

"L'aide judiciaire est accordée, dans les conditions définies par la présente directive, pour l'exécution des actes authentiques dans un autre État membre."

Il convient d'assurer la transposition de cet article. L'article 665, 4°, du Code judiciaire ne semble pas suffisant à cet égard.

II. Division en chapitres

Le texte en projet concerne deux notions différentes contenues dans le Code judiciaire : l'aide juridique et l'assistance judiciaire. Il paraît en conséquence indiqué de diviser le texte en projet en quatre chapitres :

- un chapitre I^{er}, intitulé "Dispositions générales", contenant les articles 1^{er} et 2 (nouveau);
- un chapitre II, intitulé "Modifications du Code judiciaire en ce qui concerne la procédure d'octroi de l'aide juridique", contenant les articles 2 et 3 (devenant les articles 3 et 4);
- un chapitre III, intitulé "Modifications du Code judiciaire en ce qui concerne la procédure d'octroi de l'assistance judiciaire", contenant les articles 4 à 20 (devenant les articles 5 à 21);
- un chapitre IV, intitulé "Disposition finale", contenant l'article 22.

⁽³⁾ Voir par exemple la législation sur les baux à loyer.

Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

Le texte en projet concerne des modifications du Code judiciaire, en particulier du livre III^{bis}, intitulé "De l'aide juridique de première et de deuxième ligne", de la deuxième partie du Code ("L'organisation judiciaire") et du livre I, intitulé "l'assistance judiciaire", de la quatrième partie dudit Code ("De la procédure civile").

L'article 1^{er} du texte en projet doit indiquer quels sont les articles du texte qui relèvent de l'article 77 de la Constitution et quels sont ceux qui relèvent de l'article 78. Sur cette question, dans son avis 24.111-24.594/AG ⁽⁴⁾, l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État a relevé ce qui suit :

"(...) la notion d'«organisation», à l'article 77, alinéa 1^{er}, 9°, de la Constitution doit plutôt s'entendre dans le contexte global de la législation relative au contentieux juridictionnel (...) les procédures du bicaméralisme égalitaire valent tant pour l'organisation des cours et tribunaux que pour la détermination de leurs attributions (...) c'est non seulement l'«organisation», mais aussi la «compétence» des cours et tribunaux qui sont des matières intégralement bicamérales".

Même s'il n'est pas toujours aisé de dissocier clairement les dispositions législatives qui concernent une matière visée à l'article 77, alinéa 1^{er}, 9°, de la Constitution, de celles qui ont trait à une matière visée à l'article 78 de la Constitution, il est suggéré à l'auteur de l'avant-projet de procéder à une répartition des articles de l'avant-projet de loi en fonction du critère suivant : les dispositions qui attribuent une compétence, une prérogative ou une attribution au ministère public ou à un juge sont de nature à influencer l'"organisation judiciaire" au sens de l'article 77, alinéa 1^{er}, 9°, de la Constitution; elles relèvent dès lors de la procédure bicamérale parfaite. Par contre, les dispositions qui ne font qu'assurer la mise en oeuvre concrète de ces compétences, prérogatives ou attributions, notamment en fixant les règles de procédure y relatives, doivent être considérées comme concernant une matière visée à l'article 78 de la Constitution; elles relèvent dès lors de la procédure bicamérale optionnelle.

⁽⁴⁾ Avis 24.111-24.594/AG, donné le 10 octobre 1995, sur un avant-projet de loi devenu la loi du 15 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Doc. parl., Chambre, session 1995-1996, n° 364/1).

Compte tenu de ce critère, doivent notamment être considérés comme relevant de l'article 77 de la Constitution, les articles suivants de l'avant-projet :

- l'article 8, d), dans la mesure où il attribue au président ou au juge la compétence de rejeter ou de faire droit à la demande d'assistance judiciaire;
- les articles 8, f), et 15, dans la mesure où ils attribuent au ministère public la compétence de former appel contre la décision relative à l'assistance judiciaire.

Articles 2 et 5

En ce qui concerne le modèle de formulaire à établir par le Roi, le Conseil d'État rappelle qu'un formulaire standard a été établi par décision 2004/844/CE de la Commission du 9 novembre 2004 établissant un formulaire standard pour les demandes d'aide judiciaire en application de la directive 2003/8/CE visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires ⁽⁵⁾.

Il appartient en conséquence au législateur de tenir compte de ce modèle.

⁽⁵⁾ J.O.C.E., 10 décembre 2004, L 365/27. Cette décision de la Commission a été prise en application de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 2003/8/CE, précitée. Selon le considérant (29) de cette directive, le formulaire de demande standard de même que les formulaires de demandes nationaux "devraient être mis à la disposition du public au niveau européen par l'intermédiaire du système d'information du réseau judiciaire européen".

Article 4

Les textes français et néerlandais de la phrase liminaire ne concordent pas. Le texte français énonce que l'article 668, c), du Code judiciaire est "remplacé", alors que le texte néerlandais porte le terme "aangevuld". Comme il s'agit bien de compléter le texte actuel, il convient d'adapter le texte français de la phrase liminaire en utilisant le terme "complété".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J.-C. SCHOLSEM,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. G. SCOHY, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.068/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 januari 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de juridische bijstand en de rechtsbijstand", heeft op 21 februari 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

I. Omzetting van richtlijn 2003/8/EG ⁽⁶⁾

1. Artikel 21, lid 1, tweede alinea, van de genoemde richtlijn 2003/8/EG bepaalt het volgende :

"Wanneer de lidstaten die bepalingen aannemen, wordt in de bepalingen zelf of bij de officiële bekendmaking daarvan naar deze richtlijn verwezen."

Er dient bijgevolg naar de richtlijn verwezen te worden in een (nieuw) artikel 2.

2. Bij de adviesaanvraag zat geen tabel die voor elke bepaling van het voorontwerp de overeenkomstige bepalingen van de richtlijn aangeeft. Zulk een tabel is absoluut nodig opdat de Raad van State het voorontwerp kan onderzoeken en de Wetgevende Kamers zich met kennis van zaken kunnen uitspreken over de keuze van de

⁽⁶⁾ Richtlijn 2003/8/EG van de Raad van 27 januari 2003 tot verbetering van de toegang tot de rechter bij grensoverschrijdende geschillen, door middel van gemeenschappelijke minimumvoorschriften betreffende rechtsbijstand bij die geschillen (Publikatieblad 31 januari 2003, L 26/41 - Rectificatie van het opschrift ervan: Publikatieblad 7 februari 2003, L 32/15). De memorie van toelichting van het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast. Er dient immers verwezen te worden naar richtlijn "2003/8/EG".

middelen die de Regering hun voorstelt aan te wenden, en kunnen voorkomen dat de uitoefening van het amenderingsrecht, dat besloten ligt in artikel 76 van de Grondwet, verder reikt dan de grenzen van de beoordelingsbevoegdheid die het Europees recht aan de lidstaten toekent.

Er dient bijgevolg een concordantietabel gevoegd te worden bij het voorontwerp wanneer dit bij het Parlement wordt ingediend.

3. Artikel 6, lid 3, van de genoemde richtlijn 2003/8/EG bepaalt dat de lidstaten bij het nemen van een besluit over de gegrondheid van een verzoek om rechtsbijstand "het belang van de zaak" in overweging nemen.

Noch in de artikelen 508/5, § 2, en 508/13, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, waarin sprake is van het begrip "inkomsten" wat de aanvrager van juridische bijstand betreft, noch in de artikelen 664, 669 of 674 van het Gerechtelijk Wetboek, waarin sprake is van het begrip "inkomsten" in het kader van de rechtsbijstand, noch in artikel 9 van de wet van 23 november 1998 betreffende de juridische bijstand, waarbij de Koning gemachtigd wordt "inkomensvoorwaarden" vast te stellen, inzonderheid wat de rechtsbijstand betreft, wordt verwezen naar het begrip "belang van de zaak".

Het voorontwerp moet bijgevolg zo worden aangevuld dat artikel 6, lid 3, van de richtlijn, correct wordt omgezet, ofwel door dat begrip in de wet op te nemen, ofwel door te voorzien in een machtiging aan de Koning, waardoor Hij dat begrip nader kan omschrijven.

4. Artikel 7, c), van de genoemde richtlijn 2003/8/EG, bepaalt het volgende :

"Rechtsbijstand die wordt toegekend in de lidstaat waar de zaak wordt behandeld, omvat de volgende kosten die rechtstreeks verband houden met het grensoverschrijdende karakter van het geschil :

(...)

- c) reiskosten die voor rekening van de verzoeker komen, voorzover bij het voorleggen van de zaak van de verzoeker de fysieke aanwezigheid van de betrokkenen ter terechtzitting bij de wet of door de rechter van die lidstaat geboden is en de rechter besluit dat de betrokkenen niet anderszins ten genoegen van de rechter kunnen worden gehoord."

Artikel 18 van het voorontwerp (ontworpen tweede lid van artikel 692 van het Gerechtelijk Wetboek) bepaalt dat de reiskosten om te kunnen deelnemen aan een comparitiezitting voorgeschoten worden wanneer de wet of de rechter "de verschijning in persoon vordert van een buitenlandse genietster van juridische bijstand, die noch zijn woonplaats noch zijn gewone verblijfplaats in België heeft".

Zoals de ontworpen tekst thans is geredigeerd, wordt de richtlijn daarbij niet correct omgezet. Het sluit immers de Belgen uit die noch hun woonplaats, noch hun gewone verblijfplaats in België hebben.

Bovendien wordt bij die tekst een discriminatie ingevoerd tussen diegenen wier reiskosten terugbetaald worden omdat het gaat om een grensoverschrijdend geschil, en diegenen die rechtsbijstand hebben gekregen in België en reiskosten moeten maken binnen het Rijk ⁽⁷⁾.

Indien dat verschil in behandeling niet gerechtvaardigd kan worden ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, moet het voorontwerp ook op dat punt worden aangepast.

5. Artikel 9, lid 2, van de genoemde richtlijn 2003/8/EG bepaalt het volgende :

"De begunstigde die in de lidstaat waar de zaak wordt behandeld rechtsbijstand heeft genoten, geniet de rechtsbijstand waarin wordt voorzien door de wet van de lidstaat waar om erkenning of tenuitvoerlegging wordt verzocht."

De Raad van State stelt vast dat die bepaling niet wordt omgezet in het voorontwerp dat hem is voorgelegd. Die leemte moet worden aangevuld in het Gerechtelijk Wetboek, waarin de begrippen juridische bijstand en rechtsbijstand uitdrukkelijk zijn vastgelegd en gedefinieerd.

⁽⁷⁾ Bij de huidige stand van de wetgeving valt dat soort reiskosten niet onder de werkingssfeer van de rechtsbijstand.

6. Artikel 10 van de genoemde richtlijn 2003/8/EG bepaalt het volgende:

"Onder de in deze richtlijn bepaalde voorwaarden wordt tevens rechtsbijstand toegekend in buitengerechtelijke procedures wanneer de partijen bij de wet verplicht zijn daarvan gebruik te maken, dan wel wanneer de partijen bij het geschil door de rechter naar een dergelijk middel zijn verwezen."

Artikel 665 van het Gerechtelijk Wetboek moet zo worden aangevuld dat daarin alle buitengerechtelijke procedures worden opgenomen die opgelegd zijn bij de wet of door de rechter ⁽⁸⁾.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 671 van het Gerechtelijk Wetboek, waarin alleen uitdrukkelijk "de kosten in het kader van de procedure van de bemiddeling in familiezaken" worden vermeld.

7. Artikel 11 van de genoemde richtlijn 2003/8/EG bepaalt het volgende:

"Voor de tenuitvoerlegging van authentieke akten in een andere lidstaat wordt rechtsbijstand toegekend onder de in deze richtlijn bepaalde voorwaarden."

Er moet voor gezorgd worden dat dat artikel wordt omgezet. Artikel 665, 4°, van het Gerechtelijk Wetboek lijkt wat dat betreft niet voldoende.

II. Indeling in hoofdstukken

De ontworpen regeling heeft betrekking op twee afzonderlijke begrippen die in het Gerechtelijk Wetboek voorkomen : juridische bijstand en rechtsbijstand. Bijgevolg lijkt het raadzaam de ontworpen tekst in te delen in vier hoofdstukken :

- een hoofdstuk I, met als opschrift "Algemene bepalingen", dat de artikelen 1 en 2 (nieuw) bevat;

⁽⁸⁾ Zie bijvoorbeeld de huurwetgeving.

- een hoofdstuk II, met als opschrift "Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de procedure voor het toekennen van juridische bijstand", dat de artikelen 2 en 3 bevat (welke artikelen de artikelen 3 en 4 worden);
- een hoofdstuk III, met als opschrift "Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de procedure voor het toekennen van rechtsbijstand", dat de artikelen 4 tot 20 bevat (welke artikelen de artikelen 5 tot 21 worden);
- een hoofdstuk IV, met als opschrift "Slotbepaling", dat het artikel 22 bevat.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

Bij de ontworpen regeling worden wijzigingen aangebracht in het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid in boek IIIbis, met als opschrift "Juridische eerste- en tweedelijnsbijstand", van het tweede deel van het Wetboek ("Rechterlijke organisatie") en in het eerste boek, met als opschrift "Rechtsbijstand", van het vierde deel van het genoemde Wetboek ("Burgerlijke rechtspleging").

In artikel 1 van de ontworpen tekst moet worden aangegeven welke artikelen van de tekst een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet en welke artikelen een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 78. In verband met deze kwestie heeft de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar advies 24.111-24.594/AV ⁽⁹⁾ het volgende opgemerkt :

"(...) het begrip 'organisatie' in artikel 77, eerste lid, 9°, van de Grondwet (moet) eerder in de totale samenhang van de regeling met betrekking tot het contentieux van de jurisdictie worden betrokken (...) de procedures van het volledige

⁽⁹⁾ Advies 24.111-24.594/AV, dat op 10 oktober 1995 is gegeven over een voorontwerp van wet dat geleid heeft tot de wet van 15 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (Gedr. St., Kamer, zitting 1995-1996, nr. 364/1).

bicamerisme (zijn) zowel toepasselijk op de organisatie van de hoven en rechtbanken als op de vaststelling van hun bevoegdheden (...) niet alleen de 'organisatie' maar ook de 'bevoegdheid' van de hoven en rechtbanken (zijn) integraal bicamerale aangelegenheden".

Ook al is het niet altijd eenvoudig de wetsbepalingen betreffende een aangelegenheid bedoeld in artikel 77, eerste lid, 9°, van de Grondwet duidelijk te onderscheiden van die welke een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet betreffen, wordt aan de steller van het voorontwerp voorgesteld de artikelen van het wetsontwerp in te delen op basis van het volgende criterium : de bepalingen die een bevoegdheid of een prerogatief verlenen aan het openbaar ministerie of aan een rechter kunnen een weerslag hebben op de "rechterlijke organisatie" in de zin van artikel 77, eerste lid, 9°, van de Grondwet; bijgevolg ressorteren ze onder de procedure van het volledige bicamerisme. Daarentegen moeten de bepalingen die zich ertoe beperken te voorzien in de concrete toepassing van die bevoegdheden of prerogatieven, inzonderheid door de desbetreffende procedureregels vast te stellen, aldus beschouwd worden dat ze een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet betreffen; die bepalingen ressorteren bijgevolg onder de procedure van de optionele bicamerale procedure.

In het licht van dat criterium moeten inzonderheid de volgende artikelen van het voorontwerp worden geacht een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet te regelen :

- artikel 8, d), voorzover daarbij aan de voorzitter of de rechter de bevoegdheid wordt opgedragen om het verzoek om rechtsbijstand te verwerpen of in te willigen;
- de artikelen 8, f), en 15, voorzover daarbij aan het openbaar ministerie de bevoegdheid wordt opgedragen om tegen de beslissing betreffende rechtsbijstand beroep in te stellen.

Artikelen 2 en 5

In verband met het model van formulier dat door de Koning moet worden vastgesteld, herinnert de Raad van State eraan dat bij beschikking 2004/844/EG van de Commissie van 9 november 2004 tot vaststelling van een modelformulier voor rechtsbijstandsverzoeken overeenkomstig Richtlijn 2003/8/EG van de Raad tot verbetering van de toegang tot de rechter bij grensoverschrijdende geschillen, door middel van gemeenschappelijke minimumvoorschriften betreffende rechtsbijstand bij die geschillen ⁽¹⁰⁾ een modelformulier is vastgesteld.

De wetgever dient dan ook met dat model rekening te houden.

Artikel 4

De Nederlandse en de Franse tekst van de inleidende zin stemmen niet overeen. In de Nederlandse tekst staat dat artikel 668, c), van het Gerechtelijk Wetboek "aangevuld" wordt, terwijl in de Franse tekst de term "remplacé" wordt gebezigd. Aangezien het wel degelijk de bedoeling is de huidige tekst aan te vullen, dient de Franse tekst van de inleidende zin te worden aangepast door met de term "complété" te werken.

⁽¹⁰⁾ Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen, 10 december 2004, L 365/27. Deze beschikking van de Commissie is genomen met toepassing van artikel 16, lid 1, van de voornoemde richtlijn 2003/8/EG. Volgens overweging (29) van die richtlijn dient het model van aanvraagformulier, alsmede de nationale aanvraagformulieren "op Europees niveau beschikbaar te worden gesteld via het informatiesysteem van het Europees justitieel netwerk".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	J.-C. SCHOLSEM,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. SCOHY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en Nederlandse de tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS